



**NPA**

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

## Chez Alstom comme ailleurs Pour arrêter la casse : faire payer les actionnaires

### EN FINIR AVEC LES CAPITALISTES ET LEUR MONDE !

BULLETIN NPA RENAULT LE MANS

22 SEPTEMBRE 2016

#### ALSTOM BELFORT, LE BAL DES HYPOCRITES

La liquidation du site de Belfort : « *un coup de marteau sur la tête* », comme l'a dit un des salariés. Et les politiciens de tous poils se sont précipités, regrettant une décision brutale soi-disant « inattendue ».

Mais leurs larmes de crocodile ne pourront pas masquer leur impuissance. Hollande s'agite, prétend en faire un dossier prioritaire. Mais qui va en fin de compte décider du sort des salariés, si ce ne sont les actionnaires et leur fondé de pouvoir, le PDG Poupert-Lafarge ?

Pour Hollande comme pour Sarkozy ou Le Pen, pas question de mettre un veto à la casse de l'emploi. Pour eux, ce serait remettre en cause ce sacrosaint droit patronal de décider du sort des salariés, ce pilier du capitalisme qui est leur doctrine commune.

#### GANDRANGE, FLORANGE, GOODYEAR, PETROPLUS : PROMESSES ET TRAHISONS

En 2008, à Gandrange, Sarkozy se fait ovationner. « *Avec ou sans Mittal* », il sauvera l'aciérie et ses salariés. Même promesse de Hollande à ceux de Florange quand Mittal décide de fermer les hauts fourneaux. Aux Goodyear, il promet une loi contre les licenciements boursiers. A ceux de Petroplus, un repreneur. Des promesses devenues trahisons.

Tous ces politiciens n'ont rien à offrir aux travailleurs menacés dans leur emploi – comme ceux de PSA-Aulnay en 2013 – sauf leur compassion. Impuissants, parce qu'il n'est pas question pour eux de remettre en cause le dogme de la libre entreprise.

#### ENTRE LE DROIT À L'EMPLOI ET L'INTÉRÊT DES ACTIONNAIRES, IL FAUT CHOISIR

Alstom « promet » qu'il n'y aura pas de licenciements secs à Belfort. Mais qu'importe pour eux la vie malmenée des victimes du « reclassement » promis ? Et la destruction des centaines d'emplois induits ? Et les quartiers désertés, la vie sociale déshumanisée ?

Depuis toujours, les actionnaires d'Alstom s'engraissent des aides de l'Etat – comme les 2,2 milliards offerts en 2004 par Sarkozy – et des commandes publiques comme celles de la SNCF. Et ils n'auraient aucun compte à rendre ?

Imposer l'ouverture des livres de compte montrerait qu'Alstom n'est pas en faillite, que le carnet de commandes est bien rempli, que les actionnaires se sont servis de copieux dividendes en 2015.

Alors, pas d'hésitation. Pour le maintien intégral de l'emploi chez Alstom Belfort comme ailleurs, aux actionnaires d'assumer. Et s'ils refusent, alors il faudra imposer l'expropriation du groupe, sans indemnité ni rachat, sous contrôle des travailleurs et de la population. Sans rien attendre des politiciens de carrière.



#### ÉRADIQUER LE CHÔMAGE SUPPOSE D'EN FINIR AVEC LE CAPITALISME ET LA DICTATURE DU PROFIT

SFR, Alstom, Hitachi, Philips... ferment ou licencient. Impossible de s'en sortir chacun dans son coin. Seul un grand mouvement d'ensemble peut imposer l'interdiction des licenciements et des suppressions d'emplois, la réduction du temps de travail sans perte de salaire jusqu'à éradiquer entièrement le chômage.

Pour en finir avec le pouvoir patronal et celui des partis qui le servent. Pour une société libérée de l'exploitation et de l'impératif du profit, avec comme boussole la justice sociale, l'égalité, la fin des discriminations, le respect de l'environnement et la solidarité internationale avec tous les opprimés.

C'est le programme du NPA et de Philippe Poutou son candidat aux élections présidentielles.

Pour nous contacter :

Tél : 06 33 55 00 27

COURRIEL : [NPA.SARTHE@GMAIL.COM](mailto:NPA.SARTHE@GMAIL.COM)

LAISSE TRAINER CE TRACT OÙ TU VEUX QU'IL SOIT LU

---

## FVM : TOUT POUVOIR POUR RENAULT

La fonderie FVM près de Longwy, sous-traitante à 100 % du groupe Renault, est en redressement judiciaire depuis décembre 2015. Renault s'est lentement désengagé de FVM ces derniers mois en cherchant à faire jouer la concurrence avec d'autres sites où les conditions de travail sont plus dures. Les salariés ont menacé d'une grève et maintiennent la pression sur le constructeur automobile, dont l'État est actionnaire.

Comme toutes les multinationales, Renault a droit de vie ou de mort sur tous ses sous-traitants. Voici comment le sort de dizaines de milliers de salariés se retrouve décidé par une poignée d'actionnaires ... tant qu'on les laisse faire !

---

## RENAULT DIESEL : VÉRITÉ CONTRE PROFITS

Renault est de nouveau rattrapé par le scandale à répétition des moteurs diesel : un rapport tronqué avait été publié, d'où avaient été retirés les résultats les plus critiques pour Renault. De rectifications en démentis, on a assisté à un magnifique bal des hypocrites.

Le fait que Renault, comme les autres, dépasse les normes officielles est de notoriété publique. Ses véhicules diesel émettent dix à onze fois plus de gaz toxiques en conditions réelles que lors des tests anti pollution. Renault nie utiliser des logiciels truqueurs mais s'est refusé, contrairement à d'autres constructeurs, à fournir le contenu des systèmes qu'il embarque dans ses voitures.

Chez Renault, la recherche anti-pollution est sacrifiée sur l'autel du profit. Elle pâtit des mêmes sous-effectifs que dans les ateliers et les autres services. Le non-respect des règles censées protéger la santé de tous contribue à la croissance des profits du groupe. Les actionnaires vivent du travail des salariés, et profitent aussi de l'opacité des tests de pollution.

---

## BAISSE D'IMPÔTS, HOLLANDE CHERCHE A ACHETER NOS VOIX

A grand renfort médiatique, le gouvernement a annoncé qu'il allait alléger d'un milliard les impôts « *des classes moyennes* ». Sûrement qu'il a définitivement fait une croix sur les plus pauvres, qui sont en dessous du seuil d'imposition, mais qui n'ont pourtant pas été épargnés par la hausse de la TVA et autres taxes. Quant à savoir qui fait partie des « *classes moyennes* », le gouvernement donne l'exemple du célibataire qui gagne moins de 1 700 € net par mois, c'est-à-dire à peine plus qu'un ouvrier de fabrication dans l'automobile. Celui-là même qui peste en ce moment contre l'augmentation des impôts locaux. Les personnes à revenu modeste ne vont pas se plaindre si leur impôt diminue. Mais cela ne doit pas faire oublier que ce sont essentiellement les entreprises qui ont bénéficié des cadeaux fiscaux de Hollande : Crédit Impôt Compétitivité Emploi, Crédit Impôt Recherche.... Des milliards et des milliards en moins pour les services publics et les collectivités locales.

---

## NON À L' EPR DE FLAMANVILLE.

Fin 2016, 42 réacteurs sur les 58 installés en France auront dépassé leur limite d'âge. Le risque de catastrophe est donc une réalité et l'arrêt du nucléaire, une nécessité !

Produire 100% du courant à partir des énergies renouvelables est possible. Pour cela il faut investir dans les économies

d'énergie et les alternatives énergétiques, solaire, éolienne, biomasse, hydrolien...

Le chantier de l'EPR de Flamanville est un fiasco. Le prix a triplé et les malfaçons sont nombreuses. Il faut obtenir l'abandon du chantier et arrêter la fuite en avant dans le nucléaire.

L'énergie n'est pas une marchandise, personne ne peut en être privé. Le NPA réclame un Service public de l'énergie, la gratuité pour les premiers Kw/h indispensables et le maintien des emplois dans les centrales (pour les sécuriser vraiment) ainsi que la reconversion vers des emplois dans l'énergie. Aucun licenciement et arrêt du nucléaire, ça va de pair !

**Manifestons à Flamanville les 1<sup>er</sup> et 2 octobre pour dire Non au rafistolage des réacteurs ! Arrêt du nucléaire, énergie de destruction massive !**

---

## MERCI HOLLANDE AU NOM DES PATRONS !

François Hollande et son gouvernement viennent de trouver du renfort. L'ancienne présidente du MEDEF, Laurence Parisot, juge leur politique efficace : « François Hollande a développé une approche qui correspond à ce que j'estime être efficace pour notre pays... Si on fait le bilan de la méthode de François Hollande, on voit des mécanismes intéressants et positifs. »

Pas besoin de cette confirmation pour avoir compris que la politique de Hollande répondait aux injonctions patronales, mais au moins, les choses sont clairement dites.

Les milliards d'euros transférés aux entreprises par le moyen du CICE méritent bien ces remerciements. Et les mécanismes positifs dont se félicite Laurence Parisot, ce sont bien la mise à mal des accords nationaux de branche et le renversement de la « hiérarchie des normes » pour laisser l'arbitraire patronal se déployer au niveau de l'entreprise

**Le MEDEF a toutes les raisons de dire merci. Nous les salariés on a toutes les raisons de détester ce gouvernement.**

---

## AUTOROUTES : LE SCANDALE A TROP DURÉ, EXIGEONS L'EXPROPRIATION DES RACKETTEURS

Les autoroutes ont été construites avec l'argent des contribuables. Grâce aux péages, la bonne affaire finit par attirer les rapaces. Vinci, Eiffage et autres se jettent sur les offres de privatisation des années 2000. En contrepartie de l'entretien du réseau, l'Etat leur offre de longues années de concession qui, grâce trafic et aux péages en hausse, remplissent leurs caisses. Des profits si mirobolants que la Cour des Comptes et l'Autorité de la Concurrence s'en émeuvent. De quoi justifier largement une expropriation pure et simple des racketteurs. Pourtant, en 2014, Hollande leur offre au contraire, moyennant un petit effort d'investissement de leur part, un allongement de leur durée de concession, des milliards à la clé. Des milliards qui auraient pu, à un an de la COP 21, être réquisitionnés pour des alternatives au « tout » routier. Rebelote avec le plan de rénovation des autoroutes annoncé cette semaine : il serait intégralement financé par les usagers (hausse des péages) et les collectivités (nos impôts). Révoltant !

**LE BLOG DU SECTEUR  
AUTOMOBILE DU NPA**  
Tracts, infos, tout y est !  
[www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

